

Extrait du Revue du Mauss permanente

<http://www.journaldumauss.net>

Sur la campagne électorale

- Gazette - Débats -

Date de mise en ligne : jeudi 12 avril 2007

Description :

Selon C. Lazzeri, cette campagne électorale n'est pas à la hauteur des enjeux civilisationnels que soulève l'économisme, l'extension à tous les domaines de la pratique et de la logique marchande.

Revue du Mauss permanente

La Pholie Chronique. Que pensez-vous de la situation française à trois semaines des présidentielles, et pouvez-vous nous donner votre sentiment sur la campagne actuelle ?

Ch. Lazzeri. Cette campagne électorale, au moins pour les trois candidats crédités des plus fortes intentions de vote, apparaît comme extrêmement médiocre. Une campagne politique sans véritable dimension intellectuelle, sans véritable ambition politique, Une campagne qui ignore les grands enjeux de la société contemporaine, et, au plan international, fait l'économie d'une interrogation sur la place des Etats dans le processus de globalisation. Aucun des « grands » candidats ne possède la moindre hauteur de vue telle qu'ils pourraient poser clairement les problèmes essentiels auxquels nous sommes confrontés dans la conjoncture actuelle. Peut-on définir aujourd'hui et de quelle manière aussi bien une politique nationale qu'une politique européenne en matière de protection des « biens publics mondiaux » que sont aujourd'hui les ressources naturelles ou bien la santé et l'éducation ? Allons-nous encore longtemps persévérer dans ce discours d'invocation constante de la contrainte et de la nécessaire adaptation permanente aux contraintes économiques dont les États-Unis, avec quelques relais européens, constituent le principal porte-parole ? Comment se fait-il que nous n'ayons pas la moindre proposition de réforme des grandes institutions internationales comme l'ONU qui est littéralement en train de s'effondrer de l'intérieur et qui n'est plus en mesure de juguler aucune crise internationale sérieuse, ou comme le FMI qui continue, comme si de rien n'était à dévider son « moulins à prières » économique en exigeant des pays endettés qu'ils se débarrassent de leurs services publics de santé, d'éducation et de transport, en adoptant des logiques générales de privatisation ? Comment pouvons-nous faire aujourd'hui l'économie d'une réflexion générale sur la place des médias et des instituts de sondage dans la vie politique ? Pourquoi devrions nous accepter que les médias fixent aujourd'hui l'agenda des questions politiques, déterminent les priorités des questions que nous sommes censés nous poser, promeuvent tel ou tel candidat en jouant sur les « prophéties auto-réalisatrices », tentent de façonner en permanence les dispositions collectives ? Comment se fait-il qu'il y ait si peu de place dans cette campagne, au-delà des problèmes légitimes de rémunération, pour une réflexion approfondie sur l'extraordinaire processus de mise en discipline et de déclassement permanent des salariés aujourd'hui obligés d'assumer les risques maximaux de l'incertitude économique et prisonniers de processus de « fausse reconnaissance » uniquement destinée à accroître la productivité du travail ? La recherche et enseignement à l'université ne méritent-ils pas autre chose qu'une brève discussion accompagnée de simples propositions de « professionnalisation » massive de l'enseignement supérieur, jusqu'à vouloir transformer l'université en une simple organisation prestataires de services, ce qu'elle est d'ailleurs déjà largement ? Ce n'est pas en répondant au coup par coup à toutes les interpellations catégorielles que l'on parviendra à dégager quelques grands enjeux clairs qui devraient guider la rédaction du programme politique& il suffit que les médias mettent en avant telle ou telle question aujourd'hui qui leur apparaît comme la question essentielle, pour qu'un candidat se prononce, et que les autres l'imitent. Formidable logique mimétique dans laquelle, les candidats ressemblent à un banc de poissons, où dès qu'une perturbation se produit, on voit tout le banc se déplacer d'un coup dans une seule direction. L'un valorise l'identité nationale ou la patrie, et immédiatement, nous avons un candidat de gauche qui met en avant la marseillaise, le drapeau, le fait de s'habiller bleu-blanc-rouge, de rêver bleu-blanc-rouge, de manger bleu-blanc-rouge..., demain ce sera la sécurité, après-demain autre chose& Une imitation qui laisse très peu de place à la diversité et qui va vers une réelle homogénéisation : il y a bien des points sur lesquels on serait en mal de distinguer les programmes des candidats. Les grands clivages politiques sont en train d'être progressivement étouffés malgré les postures momentanées de « revitalisation » du combat politique et de ses clivages, ce qui libère du même coup une place de choix pour la position extrême qui constitue le pôle d'attraction de toute cette imitation, c'est à dire l'extrême droite&

Alors, tout ça me fait penser, et j'en suis assez profondément convaincu, que la classe politique aujourd'hui souffre d'un problème de culture politique et théorique. Nous avons une classe politique qui s'oriente largement, à quelques très rares exceptions, vers un degré zéro de l'intelligence et de la culture politique. Les élites politiques françaises étaient à peu près convenablement formées intellectuellement et culturellement (au sens non strictement scolaire) il y a de cela encore une trentaine d'années, aujourd'hui c'est terminé. Bien que vous ayez affaire dans la conjoncture actuelle à des recherches intéressantes et importantes en économie, en sociologie, en histoire, en science politique et en philosophie politique, tout se passe comme si cela n'existait pas et ne parvenait pas à franchir un seuil

d'audience politique auprès de décideurs qui ne savent, pour des raisons d'Audimat, que prêter une oreille avide à tous les « fast thinkers » télévisuels. Le politique n'est plus capable d'assumer un discours construit, cohérent et approfondi. Je crois que nous approchons de plus en plus de cette conception de la démocratie que décrivait Schumpeter de façon très lucide dès les années 40, et qu'il voyait se construire sous ses yeux aux États-Unis : une transformation progressive des électeurs en consommateurs devant effectuer des choix publics sous la forme de choix privés qui se portent sur des équipes en compétition proposant à des segments de marché politique des biens politiques échangés contre des votes. Cette classe politique, dans une telle logique, devra toujours aller davantage vers cette culture de marketing, cette personnalisation des candidats, qui fait que désormais, le discours politique est tellement absent et tellement faible que la seule chose sur laquelle peuvent jouer les candidats, c'est leur image. Avec la contrepartie terrible, que lorsqu'ils commettent des erreurs de costume ou de maquillage, ils perdent des points dans les sondages... Moins la culture politique est importante, moins l'intelligence politique est importante, plus on va vers la personnalisation, car on n'a plus autre chose à dire qu'à vendre sa propre image. Cette campagne là est donc une campagne médiocre, malgré l'intérêt qu'elle suscite parce que les problèmes sociaux, malgré tout, demeurent brûlants, une campagne qui n'ouvre absolument pas sur les enjeux fondamentaux.

Deuxième type de considération, je regrette qu'il n'y ait pas de réflexion sur le devenir de la civilisation à laquelle nous appartenons. Elle est aujourd'hui parvenue à un carrefour. Jusqu'à maintenant la société moderne s'est caractérisée par un lent processus de différenciation de l'ensemble des activités sociales. Progressivement ont émergé historiquement toute une série de « champs », pour parler comme Bourdieu, ou de « sphères sociales » pour parler comme Walzer. Chacun d'entre eux, sphère économique, sphère éducative, sphère politique, sphère religieuse, sphère des rapports privés & s'est constitué en une sorte d'univers relativement autonome distribuant toute une série de biens différents au moyen de règles spécifiques. Cette différenciation sociale s'est trouvée consolidée aussi bien par le système politique que par des dispositions collectives qui l'ont transformée en une sorte de sens commun politique. Or aujourd'hui, nous sommes à un carrefour, car cette différenciation sociale est en train d'être contestée : le champ économique est en train d'exercer une emprise globale et générale sur l'ensemble des sphères sociales. Chaque sphère qui jusqu'alors tentait de protéger une autonomie toujours menacée se trouve désormais radicalement remise en question car elle fait l'objet d'une tentative puissante d'absorption de la part de la sphère économique, qui cherche à étendre la logique de ses pratiques à l'ensemble des sphères sociales sur un mode que Pascal aurait appelé « tyrannique » : « la tyrannie, disait-il, consiste à dominer hors de son ordre ». Par exemple, l'assistance, et les formes de l'Etat-providence, qui constituent un univers social à part, sont en train d'être soumis à des logiques de privatisation. De même, le champ éducatif qui, chez nous, relève du domaine public, est aussi en train d'être progressivement dominé par les logiques de rationalisation budgétaire qui préparent la voie à la privatisation. Mais, ce qui a profondément changé aujourd'hui ce que l'État constitue le vecteur actif d'une telle absorption. Celle-ci n'est donc pas « naturelle », elle est en grande partie politique. Connaissions-nous, parmi les différentes civilisations qui sont apparues dans l'histoire une seule d'entre elles qui ait pu s'édifier presque entièrement sur cette survalorisation de la logique marchande ? On aimerait savoir ce qu'ont à dire nos candidats sur ce point ? Auront-ils tendance à vouloir protéger ces différentes sphères sociales de la rationalisation économique, ou considèrent-ils à l'inverse qu'il s'agit d'une logique aussi inévitable que celle de la différenciation, une tendance naturelle des sociétés modernes qui vont vers une homogénéisation sociale progressive sous l'aspect de l'extension de la rationalité instrumentale de la marchandisation : Adorno et Horkheimer, pourrait-on dire, n'avaient encore rien vu &

La Pholie Chronique. Vous avez parlé des trois candidats principaux et de l'extrême droite, que pensez vous de ce qui se joue à gauche, c'est à dire à la gauche de Ségolène Royal ?

Ch. Lazzeri. C'est un jugement personnel, mais il y a tout de même une déception très grande, à la mesure de ce qui est en train de se passer. Il faudrait quand même revenir un peu en arrière et nous souvenir de ce que nous avons voté sur un traité constitutionnel européen, que nous l'avons refusé avec raison et que ce vote a suscité l'une des campagnes les plus intéressantes qu'on ait connues depuis de longues années, non pas intéressante au point de vue des politiques, pour le coup, mais du point de vue des citoyens. On a vu partout émerger des instances de débat, des comités, des associations, des syndicats, des mouvements sociaux prendre la parole, on a vu

énormément de citoyens, texte en main, discuter dans les assemblées phrase à phrase, article par article du contenu de ce traité. C'est une campagne de base, qui a fonctionné avec internet, qui a fonctionné avec le bouche à oreille, les feuilles volantes, les petits journaux, les radios locales, les assemblées de quartier bien qu'elle ait été, je le rappelle tout de même, littéralement écrasée par la puissance des médias, tous massivement partisans du oui, et défenseurs, bec et ongles, du traité constitutionnel. Or malgré ce déséquilibre, il y a eu un effet démocratique qui a réussi à renverser la balance, et fini par permettre au non de s'affirmer. Il y avait donc pour les partis politiques et les mouvements sociaux de la gauche du Parti Socialiste, une opportunité inespérée de capitaliser ce qui s'était passé avec ce rejet de la constitution. Pendant un moment, cette effervescence s'est maintenue et le mouvement social, rassemblant des forces politiques et sociales hétérogènes, a tenté de transformer l'essai en vue de l'élection présidentielle. Mais, tous ceux qui y croyaient et y participaient avaient manifestement sous-estimé deux choses : la première, et que les vieux conflits politiques des années 70 à la gauche du PS avaient la vie dure : les partis ne sont pas sortis d'un sommeil dogmatique mais sont entrés dans un réveil dogmatique (le mouvement ATTAC a bien failli succomber à cause de cela). La seconde est que nous avons beaucoup de mal en France à laisser vivre un mouvement social sans considérer qu'à un moment donné il doit, ou bien se transformer en parti politique (ATTAC de nouveau aux dernières élections européennes), ou bien apporter des militants et des électeurs à un appareil politique. Résultat, le retour des vieux démons : les appareils politiques ont essayé de ramasser la mise, en émiettant le mouvement social. C'est un gâchis politique et il faudra peut-être des années pour reconstruire un mouvement social à la gauche du Parti Socialiste. C'est même particulièrement stupide de la part des appareils politiques qui auraient dû tenir compte du réflexe du « vote utile » du premier tour et qui auraient sans doute été bien avisés de ne pas avoir à se compter avec des pourcentages ridicules (qu'ils vont sans doute obtenir) s'ils s'étaient placés dans la mouvance d'un candidat du mouvement social.

Publié avec l'autorisation de Christian Lazzeri et de La Pholie chronique. Qu'ils en soient ici remerciés. La pholie chronique est animée par des étudiants en philosophie de l'Université Paris X Nanterre <http://lapholie.free.fr>.